



La Commune



Sous tutelle du FMI et de l'UE

Grèce

Après les terribles incendies qui ont ravagé la Grèce durant l'été 2008, après les manifestations monstres qui ont suivi l'assassinat par la police du jeune Alexandros Grigoropoulos le 6 décembre 2008, voilà le peuple grec qui se dresse contre les capitalistes et leur gouvernement qui, avec le soutien du FMI et de l'Union Européenne, veulent leur faire payer le poids de leur crise. Le gouvernement "socialiste" du PASOK accepte la mise sous tutelle du pays tout entier par le FMI et l'UE et a décidé en conséquence l'application d'un arsenal de mesures anti-ouvrières, anti-fonctionnaires pour satisfaire aux appétits des capitalistes qui ont décidé de faire supporter le poids de leur crise par les peuples.

Depuis le début janvier, les agriculteurs bloquaient les routes avec leurs tracteurs, recevant le soutien des éleveurs et des producteurs de lait. Ils exigeaient de la part du gouvernement des mesures de contrôle des prix. Le 10 février, à l'appel de la confédération des fonctionnaires (ADEDY) qui compte 500 000 membres, première grande journée de grève accompagnée de grandes manifestations à Athènes et dans toutes les grandes villes, le PAME - fraction syndicale du KKE (le PC) - avait fait un rassemblement à part, la pression des travailleurs a conduit à la fusion des deux cortèges.

La mobilisation ouvrière

La direction de la Confédération des syndicats du secteur privé (GSEE - dont la direction est liée au PASOK - Parti socialiste) qui n'appelaient pas au 10 février lance un appel commun à la grève générale avec ADEDY pour le 24 février et à nouveau les agriculteurs dressent des barrages routiers malgré les appels au calme du Premier ministre, appels relayés par des dirigeants paysans liés au PASOK ou au KKE. Ce 24 février, la grève est générale, l'intense propagande gouvernementale menée sur le thème : " Le pays est en faillite, il faut sauver le pays tous ensemble " est restée sans effet. Tous les moyens de transport sont arrêtés, Les autobus, les trams, les métros, les avions, les bateaux, rien ne roule, ne

vole ou ne navigue, le pays est bloqué.
Cette mobilisation sans faille est à la hauteur de l'enjeu.

"le plan de stabilisation"

Papandréou a donné le contenu de son " programme de stabilisation ". Il avait annoncé que son plan passait par " des coupes sanglantes ". De ce point de vue, il n'a pas menti, qu'on en juge : Augmentation de l'âge du départ à la retraite de 65 ans actuellement à 67 ou 68 ans, blocage des salaires et des pensions dans la Fonction publique, diminution de 10 à 20 % du salaire des fonctionnaires par la suppression de primes... Ce plan est approuvé par le Parlement européen et le FMI. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, y voit " la confirmation de l'engagement du gouvernement grec à prendre toutes les mesures nécessaires ", tout en engageant le gouvernement grec à entreprendre des réformes en profondeur, en particulier sur les retraites. Mais nombreux sont les experts financiers sceptiques sur " la capacité du gouvernement à appliquer le plan ". Alors que Papandréou demandait " aux hommes et aux femmes de ce pays de partager notre cause commune, qui est de sauver notre pays ", ajoutant que " l'écrasante majorité de nos concitoyens est prête à le faire en dépit du prix à payer", les retraités sont descendus spontanément dans la rue à l'annonce de ce plan pour crier leur colère, bouleversant le calendrier des journées d'action annoncé par les deux principales confédérations syndicales des secteurs public et privé (ADEDY et GSEE).

Au bord de l'explosion

" Les experts financiers " ont quelques raisons d'être sceptiques. Le 5 mars, la Grèce est à nouveau paralysée par les grèves alors que le plan d'austérité de Papandréou est présenté au Parlement. Ce plan est voté par le PASOK tandis que les députés du KKE quittent la séance en le dénonçant. Et le 11 mars, une nouvelle grève générale embrase tout le pays et toutes les corporations : enseignement, transports administrations, médias ...

Après une journée d'action le 22 avril,

une nouvelle grève générale est annoncée pour le 5 mai, et les gouvernements de l'Union Européenne s'affolent. Les pays nommés sous l'acronyme de " Pigs " (1) vont-ils suivre le même chemin ? Les gouvernements socialistes de Zapatero en Espagne (qui compte officiellement plus de 20% de chômeurs), de Socrates au Portugal, celui de Berlusconi en Italie, de Brian Cowen en Irlande vont-ils plonger dans la tourmente ? Et en France, les directions confédérales, celles du PS et du PCF vont-elles longtemps pouvoir juguler la volonté de combat et d'unité des salariés contre le plan de Sarkozy de destruction des retraites ?

Elie Cofinhal

01 mai 2010

Modifié le jeudi 20 mai 2010

Voir aussi dans la catégorie International

Manger avec un dictateur.

Macron reçoit à l'Elysée le dictateur saoudien. Avec son arrivée sur le trône, le roi Salmane a fait de son fils Mohamed ben Salmane l'homme le plus puissant de l'Arabie Saoudite. Ce... >>



Nicaragua : la Caravane historique et la Commission internationaliste ont défié la dictature d'Ortega-Murillo

Hier, la Commission Internationale pour la liberté des prisonnières et prisonniers politiques au Nicaragua, promue par la Ligue Internationale Socialiste avec le PRT de Costa Rica, Alternativa... >>



Nicaragua : ce que c'était, ce que cela pourrait être, ce que c'est

Ces questions reviennent dans chaque réunion, dans chaque rencontre, dans chaque discussion avec des collègues, des étudiants ou des voisins, lorsque nous parlons d'activités de diffusion et de... >>



Nous ne sommes pas indifférents. Le Nicaragua nous convoque



Nous avons toujours porté le Nicaragua et les luttes de son peuple rebelle d'Amérique centrale dans nos consciences et nos cœurs. Parce que sa puissante révolution de 1979 contre la sinistre... >>



1962 : victoire du peuple algérien sur le colonialisme

La révolution algérienne débute en 1954. Elle oppose les nationalistes algériens à la France qui occupe le pays depuis 1830. Elle s'inscrit dans le mouvement de décolonisation qui fait suite... >>



Etats-Unis : victoire de l'obscurantisme.

Ce vendredi 24 juin 2022 est certainement le jour le plus sombre pour les femmes états-uniennes. La Cour suprême a renversé l'arrêt de 1973 qui garantissait le droit à l'avortement dans... >>